

## UN RESPONSABLE DU FMI AVERTIT LES ALGÉRIENS :

# «Gare à la catastrophe !»

**C'est un scénario catastrophe, notamment l'érosion des réserves de change, l'aggravation des déficits et un endettement public accentué, que le directeur du département Moyen-Orient, Afrique du Nord et Asie centrale au Fonds monétaire international (FMI) n'écartera pas d'ici cinq ans pour l'Algérie, si l'actuelle politique économique et sociale n'est pas infléchie, modifiée.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - En visite de travail et hôte de plusieurs membres de l'exécutif, le directeur du département Moyen-Orient, Afrique du Nord et Asie centrale au Fonds monétaire international (FMI), Ahmed Masood, a animé jeudi après-midi, sous l'égide de la Banque d'Algérie, une conférence sur l'impact de la chute du prix du pétrole sur les pays de la région.

Abordant le cas de l'Algérie, dans le contexte de dégringolade des cours de pétrole, le représentant du FMI se voudra critique.

Certes, Ahmed Masood considérera que l'Algérie «est beaucoup mieux préparée et sa position est plus forte» par rapport à celle des années 1980, pouvant ainsi faire face à tous chocs externes résultant des perturbations de l'or noir.

Une aptitude favorisée par «la politique macroéconomique prudente» qui a été adoptée, relève ce directeur du FMI, évoquant le faible niveau d'endettement extérieur ainsi qu'une importante épargne accumulée.

Ainsi, l'Algérie a «réussi à développer et à renforcer des marges de manœuvre budgétaire» lui permettant, observe l'hôte de la Banque d'Algérie, de pouvoir être «bien placée» pour s'adapter à la nouvelle donne.

### Des vulnérabilités encore apparentes

Pourtant, Ahmed Masood relève que des «vulnérabilités» étaient déjà perceptibles, bien avant la baisse frontale des prix. Une vulnérabilité apparente dans le prix d'équilibre budgétaire (prix du baril permettant d'assurer un équilibre budgétaire) de plus en plus élevé depuis 2005, de l'ordre de 120 dollars, dans un contexte d'accroissement soutenu des dépenses publiques et des importations et de déficit budgétaire accru.

Sur la base de ce constat et de l'évolution des cours du baril, le directeur régional évoque deux scénarii possibles sur le moyen terme, les cinq prochaines années, pour l'Algérie.

Le premier scénario qu'Ahmed Masood présentera se base sur l'hypothèse que les cours de l'or noir restent stables entre 50 et 75 dollars. Dans ce cas, si la politique économique suivie actuellement, basée sur le financement des investissements par les recettes des hydrocarbures, n'est pas modifiée, infléchie, le risque plane de voir le déficit budgétaire se creuser encore et davantage. De fait, c'est un scénario catastrophe que le représentant du FMI évoquera, dans la mesure où il n'écartera pas la possibilité du «rétrécissement des

marges de manœuvre», le risque d'un fort endettement public, la poursuite du déficit du compte courant de la balance des paiements.

Voire, le risque que les réserves de change, estimées actuellement à hauteur de 185 milliards de dollars, diminuent fortement, se réduisant à 72 ou 70 milliards de dollars vers 2020. Ce qu'il considérera «intenable» pour un pays comme l'Algérie, outre la hausse de l'inflation mais aussi la baisse de la croissance et l'accroissement du chômage, des jeunes notamment.

Ainsi, un scénario possible s'il n'y a pas de changement de politique économique, en cas d'éviction avérée du secteur privé et absence de diversification économique, laisse-t-on entendre.

### Un scénario non envisageable si...

Mais un scénario que le directeur régional estime toutefois non-envisageable, dans la mesure où l'Algérie «n'est pas, aujourd'hui, en situation de crise» mais dans «une phase de transition». Cela même si notre pays devra s'«adapter» à la nouvelle réalité des prix du pétrole, attendus fluctuer entre 60 et 70 dollars le baril, mais loin des 110 à 120 dollars atteints les dernières années. Cela étant, Ahmed Masood évoque un second scénario, sur la base d'une fourchette de prix du pétrole similaire. Soit l'opportunité pour l'Algérie de tirer profit de la conjoncture pour «implémenter les éléments de réaction».

### Le FMI plaide une consolidation budgétaire

Le représentant du FMI plaidera ainsi pour une consolidation budgétaire «graduelle» mais soutenue et qu'il faudra mettre en œuvre dès maintenant et en développant une communication efficiente vis-à-vis des citoyens.

Explicite, Ahmed Masood évoque la réduction des dépenses non d'investissement mais des dépenses courantes et des transferts sociaux ainsi que le ciblage des subventions. Certes, une décision qui sera «dure» et «longue» à prendre, concède-t-il, tout en estimant qu'il est impératif de la mettre

en œuvre de façon graduelle et d'œuvrer à rassurer les Algériens.

A même de contribuer à terme à la réduction des importations, la consolidation budgétaire escomptée ne règlera pas pour autant le problème de la relance de la croissance et du chômage des jeunes qui restera encore élevé.

Outre cette consolidation budgétaire, il appellera à stimuler la contribution de l'investissement privé, seul à même de générer la création d'emplois et la croissance, ainsi que la diversification des exportations. Ce qui devrait se traduire, à terme, par une réduction progressive du déficit budgétaire, voire sa transformation en excédent, une stabilisation de l'endettement interne et une reconstitution de l'épargne nationale des réserves de change. Soit le renforcement de la résilience de l'économie algérienne, escomptera le représentant du FMI qui relèvera, toutefois, que l'évolution des cours de l'or reste incertaine.

### Le choc est «là», selon Laksaci

Dans cet ordre d'idées, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, observera que le choc externe a été ressenti par l'Algérie essentiellement lors du quatrième trimestre 2014, même si la dégringolade des cours a commencé dès juin. Toutefois, le gouverneur considère que la chute des cours «n'a pas remis en question» la stabilité macroéconomique du

pays, liée à la maîtrise de l'inflation qui a été estimée à 2,9% en fin d'exercice, de même que la stabilité financière a été maintenue.

Mohamed Laksaci observe également la solidité avérée des banques, malgré le fort accroissement des crédits à l'économie (en croissance de 26% en 2014 contre une moyenne de 20% durant les années précédentes).

De surcroît, des banques qui ne sont pas en situation d'endettement externe selon le gouverneur qui note que même si la liquidité bancaire reste «encore appréciable», en excès, ces établissements peuvent néanmoins se refinancer dès cette année auprès de la Banque d'Algérie ou opter pour le marché interbancaire.

Certes, «le choc est là», relève le gouverneur qui constate, néanmoins, qu'en raison du niveau «historiquement faible» de la dette extérieure, la question se pose de savoir «comment tirer profit (de la situation)» pour générer de la croissance plus forte et des emplois.

Et ce, dans la mesure où le secteur des hydrocarbures dispose de capacités d'autofinancement, le défi est d'impulser une croissance plus forte hors hydrocarbures, impliquant le secteur privé mais aussi une implication des banques plus forte dans la mobilisation de l'épargne notamment des ménages, sur la base d'une rémunération «plus attrayante» et la promotion des produits financiers.

C. B.

## Le contrôle des changes relève des banques, considère Laksaci

Peu loquace et assez évasif, le gouverneur de la Banque d'Algérie l'était à propos des affaires de malversations supposées et impliquant des établissements bancaires locaux ou à l'étranger. Des affaires qui soulèvent la question de l'efficacité et de l'efficacité du dispositif de contrôle des changes en œuvre en Algérie. Indiquant qu'une réglementation datant de février 2007 a contribué à la modernisation du dispositif, Mohamed Laksaci a assuré que les dispositions régissant le contrôle des changes sont claires. Selon le gouverneur, le contrôle des changes relève en premier lieu des banques et «a posteriori» de la Banque d'Algérie. Une autorité qui a «intensifié» les interventions à ce titre, indique le gouverneur qui précise par ailleurs que son institution dispose de moyens d'action idoines et compte 130 inspecteurs assermentés.

C. B.

## LÉGER REBONDISSEMENT SUR LES MARCHÉS PÉTROLIERS

# Le pétrole à 50 dollars le baril

**Léger frémissement sur le marché pétrolier. Le baril s'échangeait hier à 50 dollars mais les spécialistes restent prudents : les cours ne retrouveront jamais leurs niveaux de ces dernières années.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le pétrole rebondissait hier à l'ouverture à New York, juste sous le seuil des 50 dollars le baril, dans un marché qui restait caractérisé par une offre excessive.

Une légère hausse qui intervient juste après une baisse de plus d'un dollar qui avait suivi la publication par les Etats-Unis d'une nouvelle hausse de leurs réserves hebdomadaires de brut à un niveau sans précédent depuis 1930.

Une légère hausse qui ne suscite pas du tout l'enthousiasme des analystes qui qualifient le marché d'hésitant face à l'absence de perspectives claires quant à une éven-

tuelle baisse des niveaux de production, en Amérique du Nord ou ailleurs, ou une amélioration de l'activité économique, en Europe ou en Chine.

A terme, le prix du baril de pétrole pourrait remonter à 73 dollars, mais pas avant 2020, prévient l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cette dernière, qui rappelait que les cours du brut avaient perdu 60 % de leur valeur depuis juin dernier, s'attend à ce que le raffermissement s'installe doucement dans le temps sans être spectaculaire. L'évolution à la baisse des prix a été encouragée en novembre par la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de ne pas abaisser son plafond de production.

Depuis peu, l'Algérie, très impactée par la baisse des cours s'attelle, à faire du lobbying auprès des pays non-Opep qui contribuent pour presque 60% de la production mondiale de brut. Plusieurs émissaires de l'Algérie sont envoyés aux

quatre coins du monde pour convaincre les pays non-Opep de coopérer afin de redresser les prix. C'est ainsi que le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, a été envoyé en Azerbaïdjan, importante puissance énergétique régionale avec des réserves pétrolières estimées à quelque sept milliards de barils et une production de près d'un million de barils par jour avec un brut qui représente 70% de ses exportations et 50% du budget de l'Etat.

Le ministre de la Justice était quant à lui à Oman alors que Abdelmalek Sellal a été chargé de sensibiliser le Gabon, le Congo et la Guinée équatoriale. Même l'Arabie Saoudite a été destinataire d'un message.

Ses positions au sein de l'Opep sont pourtant connues : l'Arabie Saoudite, en dépit d'une forte baisse des prix, a refusé d'agir en faveur d'une baisse de la production des pays Opep.

N. I.

## COMMISSIONS VERSÉES

### EN ALGÉRIE PAR ENI ET SAIPEM

## Le parquet de Milan demande l'inculpation de Scaroni

Les procureurs du parquet de Milan ont demandé, jeudi, l'inculpation de Paolo Scaroni et de sept autres cadres de l'ENI et Saipem dans le cadre de l'enquête menée sur les commissions versés pour l'obtention de contrats auprès de la Sonatrach en Algérie.

L'enquête, qui a été coordonnée par les procureurs Fabio De Pasquale, Isidoro Palma et Giordano Baggio, a été clôturée le 14 janvier dernier et a apporté un lot de preuves qui mettent en cause Paolo Scaroni, l'ancien patron de la compagnie pétrolière italienne ENI. Cette dernière, ainsi que sa filiale Saipem, font également l'objet d'une demande d'inculpation en tant que personnes morales et risquent de lourdes peines en cas de condamnation.

Le juge Alphonsine Ferraro devra trancher, après le mémorandum de la défense, d'accéder ou non à la demande des trois procureurs milanais. Si les preuves sont retenues, il devra fixer la date du procès.

A ce stade de la procédure judiciaire, notre ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, n'a pas encore été inculpé.

A l'inverse, les procureurs milanais réclament les têtes de ses deux complices Farid Bedjaoui et Samyr Ouraied, en fuite aux Emirats arabes unis. L'enquête, qui a été menée sur plusieurs pays, a mis en évidence des versements qui ont été effectués par Saipem et certaines de ses filiales au profit de la société Pearl Partners Limited, basée à Hong Kong et propriété de Farid Bedjaoui. Le montant global des commissions est de 197 934 798 euros. Par ailleurs, des sociétés étrangères, en activité dans le Sud algérien, ont bénéficié des largesses des responsables de Saipem et ENI.

L'enquête cite notamment Ogec qui a surfacturé de nombreuses prestations réalisées pour le compte des deux sociétés italiennes (Cf. notre édition du 7 septembre 2013). Au cours de cette enquête, les procureurs italiens ont déterminé avec exactitude les montants versés par les deux sociétés italiennes pour l'obtention de contrats en Algérie.

Ces versements correspondent à plusieurs contrats attribués à Saipem, dont 8,5 millions d'euros pour le projet Medgaz (gazoduc reliant l'Algérie à l'Espagne, 77,4 millions pour le projet GNL GI3z (Arzew), 34,5 millions pour l'usine de traitement GPL de Hassi Messaoud, 41,4 millions pour permettre à ENI de racheter First Calgary Petroleum sur le champ de Menzel Ledjmet Est et 13 millions pour le gazoduc GK3 qui devait relier Hassi R'mel à El Kala.

Mokhtar Benzaki